

MINISTÈRE UKRAINIEN DE L'ÉDUCATION ET DES SCIENCES

UNIVERSITÉ TECHNIQUE NATIONALE

«INSTITUT POLYTECHNIQUE DE KHARKOV»

I.A. Yurieva

L'économie internationale

ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES

sur le terrain

(pour les étudiants à temps plein et à temps partiel dans les domaines de formation Spécialité 073 "Management. Commerce international")

Kharkiv 2019

I.A. Yurieva. L'économie internationale

: résumé des cours (pour les étudiants à temps plein et à temps partiel dans les domaines de formation Spécialité 073 "Management. Commerce international")

Vue.1, augmentée. - Kharkiv : NTU "KhPI", 2019 - 32 p.

Réviseur : Yakimenko-Tereschenko N.V.

Recommandé par le Département d'analyse économique et de comptabilité, Protocole № Vid . 2019 .

CONTENU

- 1 Système économique international
- 2 Définition du sujet "Économie internationale"
- 3 L'activité économique international
- 4 Marché mondial des biens et des services
- 5 Marché financier mondial
- 6 Investissement direct et production international
- 7 crédit international
- 8 Le marché mondial de l'emploi.
- 9 Migration internationale de main-d'œuvre
- 10 Système monétaire mondial
- 11 Paiements internationaux
- 12 Balance des paiements et équilibre macroéconomique
- 13 Intégration régionale international
- 14 La mondialisation du développement économique
- 15 L'intégration de l'Ukraine dans l'économie mondiale

1 L'économie mondiale en tant que système

Termes et concepts clés nécessaires pour désigner les principaux processus qui définissent le vecteur de développement économique du monde moderne. Il s'agit notamment des termes et concepts initiaux :

L'économie mondiale est un ensemble d'économies nationales qui interagissent sous diverses formes aux niveaux macro et micro sur la base de règles et de normes de concurrence convenues, en tenant dûment compte des intérêts et des priorités nationales.

L'économie internationale fait partie de la théorie de l'économie de marché, qui étudie les régularités de l'interaction des objets économiques de différents États appartenant au domaine de l'échange international de marchandises, de la circulation des facteurs de production, du financement et de la formation de la politique économique internationale.

Internationalisation - processus de développement des relations sociales et économiques entre les économies nationales, dans lequel l'économie de chaque pays fait partie du processus économique mondial basé sur la division internationale du travail, la production, la spécialisation et la coopération scientifique et technique.

L'internationalisation est un processus inhérent au stade actuel de l'internationalisation, dans lequel un marché intérieur spécial se forme entre les divisions d'une société transnationale, largement réglementé par les sociétés elles-mêmes.

La mondialisation est un système spécifique de l'économie mondiale, dans lequel les relations entre les pays et les entités économiques internationales en activité sont principalement déterminées par les entités les plus dynamiques et les plus agressives du marché mondial face à ses segments financiers et de gestion de l'information ; elle génère un certain nombre de contradictions et de déséquilibres graves aux niveaux international et national.

La sécurité économique est un ensemble de conditions assurant le fonctionnement des économies nationales sur la base d'objectifs et de principes qui forment l'intérêt national de chaque pays et combinent les intérêts d'un individu, d'une société et d'un État.

Sur le plan fonctionnel, l'économie internationale est divisée en microéconomie internationale et en macroéconomie internationale. La microéconomie étudie les régularités des frontières de la circulation des biens et des facteurs de production du pays, leurs caractéristiques de marché, et la macroéconomie étudie les régularités du fonctionnement des économies nationales ouvertes et de l'économie mondiale dans son ensemble dans la mondialisation des marchés financiers.

Dans le tableau 1. structure donnée de l'économie internationale

Tableau 1
Concepts de base

La division internationale du travail

Le marché mondial
Économie mondiale
Règlement militaire de l'État de Darst
Politique microéconomique
Plancher macroéconomique
Réglementation du commerce extérieur

Réglementation de la gestion des facteurs
Monnaie et réglementation bancaire
Formes de frontières des relations économiques
Le commerce international
International - Pas de mouvement des facteurs professionnels
le commerce international
instruments financiers
To-va-ra
Us-lu-Gi
Ka-pi-Tal
Ra- parce que la Tea Force
No-lo-Guia
Wa-lu-Y
Prix boo-ma-yi
Deri-ri-va-you
Crédités
Calculs
Civilisation et surveillance internationales
Organisations internationales
Économique
Financier

Le marché mondial est une sphère de relations stables entre les marchandises et l'argent du pays, basées sur la division internationale du travail et les seconds facteurs de production.

Les principales caractéristiques du marché mondial.

* La MR est une catégorie de production de produits de base qui a dépassé le marché national pour vendre ses produits ;

* Le RSM se manifeste dans la circulation interétatique des marchandises, sous l'influence de l'offre et de la demande, tant interne qu'externe ;

* Le RSM optimise l'utilisation des facteurs de production, en indiquant à l'opérateur où les diriger pour leur application effective ;

* Le RSM joue un rôle d'assainissement, en sélectionnant parmi les échanges internationaux une qualité non standard et une qualité compétitive.

La formation du marché mondial s'est achevée au tournant des XIXe et XXe siècles. L'évolution du marché a suivi le schéma : marché intérieur - national - international - mondial (Fig. 1.1.). Le marché intérieur est une forme de communication économique, où tout ce qui est destiné à la vente est vendu par le

producteur à l'intérieur du pays. Marché national - marché intérieur, dont une partie est orientée vers les acheteurs étrangers.

La forme la plus simple de marché intérieur - tout ce qui est vendu à la fois et en vrac. Ensuite, il y a les marchés nationaux, dans le cadre desquels les marchés de détail sont séparés des marchés de gros, des marchés du travail, des marchés des capitaux, une partie du marché est orientée vers les acheteurs étrangers. Les marchés internationaux font partie des marchés nationaux directement liés aux marchés étrangers. À l'époque de l'accumulation initiale de capital, les prix locaux du commerce interétatique se sont transformés en un marché unique.

L'économie mondiale est un système d'économies nationales participant aux frontières de la division nationale du travail et reliées par des accords internationaux. Il s'agit d'un système d'économies nationales qui participent aux frontières de la division du travail et sont liées par des accords internationaux.

2 Le cours "L'Économie internationale" étudie les aspects internationaux du développement économique et constitue une suite logique des cours des disciplines économiques générales "Théorie économique", "Histoire des exercices économiques", "Histoire de l'économie mondiale", ainsi que des cours liés à des disciplines spécifiques telles que "Économie", "Statistiques", "Finance et crédit", "Économie régionale" et autres.

Le programme d'études : les processus économiques dans l'économie mondiale.

L'objectif du cours est d'étudier : les régularités de développement des interrelations entre les économies nationales et l'économie mondiale dans son ensemble. Ce cours est destiné aux étudiants ayant une large gamme de compétences et d'expérience dans le domaine de l'économie.

Les objectifs de l'économie mondiale :

- Étude de la composition, de la structure, des tendances et des problèmes de développement de l'économie mondiale, de la place et du rôle des différents pays dans l'économie mondiale et des relations économiques internationales ;

- étude de l'état et des problèmes d'utilisation du potentiel de ressources mondiales ;

- étude des conditions de développement et des facteurs d'accroissement de l'efficacité des relations économiques internationales, des perspectives de leur développement ;

-Identification des raisons de l'internationalisation croissante des économies nationales, de l'interdépendance économique croissante des pays et des formes de sa manifestation ;

- étude du degré d'influence des relations économiques étrangères sur le développement des économies nationales, des avantages économiques des pays impliqués dans les relations économiques internationales ;

- étude des fondements théoriques de la formation et du développement de la division internationale du travail, des modèles d'intégration économique internationale, du commerce international, des mouvements internationaux de capitaux et de main-d'œuvre, des technologies et des instruments monétaires ;

- la familiarisation avec les orientations, les formes et les méthodes de la politique économique extérieure de l'État ;

- connaissance des particularités de l'économie de différents pays et régions du monde.

L'urgence d'étudier l'économie mondiale est conditionnée par ce qui suit :

1. la croissance de l'interdépendance des pays et des régions du monde
2. un degré croissant d'internationalisation des économies nationales dans la communauté mondiale.

3. la nécessité d'une étude globale de l'expérience accumulée dans la communauté mondiale dans le domaine du développement économique et des relations de marché.

Méthodes et fonctions de l'économie internationale

Parmi les principales fonctions de l'économie mondiale figurent : la fonction cognitive, prédictive, pragmatique (pratique), ainsi que la fonction normative liée à cette dernière, qui s'exprime par le fait que le scientifique, fort de sa connaissance des processus économiques mondiaux, est en mesure d'offrir des moyens de résoudre l'un ou l'autre problème survenant dans le processus de fonctionnement du système économique mondial.

Dans le cadre de l'étude de l'économie mondiale, des méthodes de recherche scientifique générales sont utilisées, telles que l'induction et la déduction, la modélisation économique et mathématique. Le rôle le plus important est joué par la collecte et le traitement des informations statistiques, qui constituent la base des comparaisons entre pays. L'utilisation d'une méthode expérimentale dans les limites de l'économie mondiale, comme, cependant, et en général en macroéconomie, est difficile, car dans ce cas il est déjà assez difficile de créer les conditions nécessaires à la propriété de l'expérience.

Les étapes du développement économique mondial. Les principales caractéristiques du stade actuel de développement de l'économie mondiale. Le concept d'économie mondiale. La division internationale du travail et l'émergence de l'économie mondiale. Spécialisation internationale et coopération internationale.

Principales tendances dans le développement de l'économie mondiale.

Il convient de noter les tendances et les particularités suivantes du développement de l'économie mondiale à la fin du XXe siècle :

1. La principale tendance de l'économie mondiale au tournant des XX-XXIe siècles est la post-industrialisation, c'est-à-dire le passage de la société industrielle à la post-industrielle. Cette société présente des caractéristiques telles que la prédominance des services dans la production et la consommation, un niveau d'éducation élevé, une nouvelle attitude vis-à-vis du travail, une attention accrue à l'environnement, l'humanisation (socialisation) de l'économie, l'informatisation de la société, la renaissance des petites entreprises.

2. 2) La postindustrialisation entraîne de profonds changements dans l'économie mondiale. Ainsi, la structure de production et de consommation du PIB mondial se modifie en augmentant la part des services. L'accent mis sur l'utilisation des connaissances et des ressources humaines et le passage à des technologies à forte intensité de connaissances ralentissent la demande de ressources naturelles, en particulier dans les pays développés. L'abondance et la disponibilité de l'information économique, combinées à la réduction des coûts des communications et des transports, sont devenues une puissante incitation aux flux de capitaux internationaux.

3. Dans le monde actuel, les écarts de développement social et économique entre les pays et les régions du monde persistent (et continueront à persister), mais la composition des pays en retard et des pays leaders est en train de changer.

4. Alors qu'au siècle précédent, la puissance économique des pays de l'Ouest, puis de la Russie et du Japon, augmentait dans le monde, dans les dernières décennies du XXe siècle, le processus inverse s'est produit : la part des pays en développement et de la Chine dans le PIB mondial augmentait. Au sein du groupe des pays développés, il y avait une "triade" composée des États-Unis, de l'UE et du Japon. Parmi les pays en développement, les nouveaux pays industrialisés se distinguent par leur dynamique économique, tandis que les pays les moins avancés sont de plus en plus à la traîne. Dans le groupe des pays en transition, la Chine a pris la tête en termes de puissance économique. Le cœur

économique du monde pourrait être l'Asie de l'Est et du Sud-Est, devenant le centre de la vaste macro-région Asie-Pacifique.

5. Le renforcement de la participation du pays à l'économie mondiale, appelé internationalisation de sa vie économique, est mesuré par un certain nombre d'indicateurs, principalement le quota d'exportation, la part des biens étrangers sur le marché intérieur, le volume des exportations de biens et services par habitant, le ratio des investissements étrangers par rapport au PIB du pays, leur part dans l'investissement annuel, la part de la main-d'œuvre étrangère dans le nombre total de personnes employées, la part des brevets et licences étrangers dans le nombre total de brevets et licences enregistrés.

6. L'augmentation du niveau d'internationalisation est largement déterminée par les activités des STN, dont le nombre et l'ampleur des activités commerciales ont augmenté particulièrement rapidement dans la seconde moitié du XXe siècle. Leurs activités reposent sur des investissements directs sous forme de succursales étrangères.

7. Les activités des STN transforment de plus en plus l'économie mondiale en un marché unique des biens, des services, du travail et du capital.

8. La mondialisation s'effectue principalement par le biais de la régionalisation, où les relations économiques extérieures des pays sont orientées vers leur propre pays et les pays voisins. L'intégration économique internationale se fait sur la base de la régionalisation, c'est-à-dire que les économies des pays voisins se développent en un seul complexe économique régional fondé sur des liens économiques profonds et durables entre leurs entreprises. C'est ainsi que se forment les associations d'intégration pour réguler les processus d'intégration entre les pays membres.

9. Bien que, pendant la plus grande partie du 20ème siècle. La réglementation étatique de l'économie s'est accrue, la tendance à la déréglementation (libéralisation) a prévalu au cours des dernières décennies. Il existe une distinction entre la libéralisation économique interne et externe. La libéralisation économique étrangère a commencé à remplacer le protectionnisme économique étranger comme principale direction de l'activité économique étrangère des pays développés dès les années 50-60, et dans d'autres groupes de pays - principalement plus tard. En conséquence, l'économie de la majorité des pays du monde devient de plus en plus ouverte, caractérisée par des taux de croissance considérablement plus élevés par rapport à l'économie fermée.

4. La libéralisation de l'économie russe et des relations internationales, l'approfondissement de son intégration dans l'économie mondiale et, à cet égard,

il est extrêmement important d'étudier les orientations, les formes et les méthodes de la politique économique, commerciale et monétaire dans les différents systèmes publics et pays du monde, l'état, la situation et les tendances modernes du développement des marchés mondiaux des biens, des services, des capitaux, de la technologie et du travail.

5. la participation de la Russie aux processus d'intégration économique internationale au sein de la CEI et au-delà.

6. l'entrée de la Russie dans les organisations économiques internationales et, en particulier, dans l'Organisation mondiale du commerce.

Économie mondiale - en tant que science, elle fait partie de la théorie de l'économie de marché, qui étudie les régularités de l'interaction des entités économiques de différentes affiliations d'État dans le domaine de l'échange international de marchandises, de la circulation internationale des facteurs de production, du financement et de la formation de la politique économique internationale.

L'économie mondiale en tant que discipline se compose de deux parties :

Macroéconomie - étudie les régularités du développement et l'interaction des économies nationales ouvertes et de l'économie mondiale dans son ensemble.

Microéconomie - étudie les régularités et les particularités de la circulation internationale de certains biens, services et facteurs de production (ressources humaines, capitaux, technologies, etc.).

3 L'activité économique extérieure d'une entreprise (ci-après dénommée "AEE") est l'un des aspects des relations économiques extérieures, qui s'entend comme la sphère de l'activité organisationnelle, économique et commerciale des entreprises visant l'interaction avec des partenaires étrangers.

L'activité économique étrangère, contrairement aux relations économiques extérieures, s'exerce au niveau des entreprises en toute indépendance dans le choix du partenaire, du marché extérieur, de la nomenclature des marchandises, des conditions et des volumes de livraison.

L'activité économique étrangère se distingue par l'autonomie juridique (il existe un cadre juridique et réglementaire distinct pour l'activité économique étrangère), l'indépendance économique et juridique.

Selon la législation de la Fédération de Russie, l'activité économique étrangère est classée comme un type d'activité économique étrangère :

Activités de commerce extérieur ;

Coopération internationale en matière d'investissement ;

Coopération internationale en matière de production ;
Opérations monétaires, financières et de crédit ;
La coopération scientifique et technique internationale.

Activité de commerce extérieur - esprit d'entreprise dans l'échange international de biens, de travaux, de services, de résultats de l'activité intellectuelle.

Les formes d'activité de commerce extérieur sont :

les exportations ;
l'importation ;
la réexportation ;
réimportation.

Coopération internationale en matière d'investissement - interaction avec des partenaires étrangers sur la base d'efforts conjoints de nature financière et logistique. L'objectif de la coopération est d'augmenter la production des produits exportés, d'améliorer leur compétitivité, de faciliter les processus de mise en œuvre sur le marché étranger.

La coopération internationale en matière d'investissement est mise en œuvre sous les formes suivantes :

le crédit-bail financier international ;
les entreprises avec participation d'investisseurs étrangers.

Coopération internationale en matière de production - coopération dans les processus de division technologique du travail liés à la concurrence.

Les formes de coopération industrielle internationale selon la classification de la Commission économique européenne sont :

l'octroi de licences avec paiement pour les produits fabriqués sous cette licence ;

la livraison des lignes de production et des usines avec paiement des produits qui y sont fabriqués ;

la production conjointe sur la base de la spécialisation ;
la coopération contractuelle.

Les opérations monétaires, financières et de crédit - en tant que type d'activité économique étrangère - sont considérées, d'une part, comme des opérations économiques étrangères d'accompagnement sous la forme d'engagements financiers associés à la sécurité de paiement ; d'autre part - comme des opérations indépendantes, effectuées afin d'éviter les pertes de change.

La coopération scientifique et technique - se manifeste sous la forme d'échanges techniques, en effectuant des recherches scientifiques sur une base personnalisée.

Fonctions de l'activité économique étrangère :

Contribue au nivellement du développement économique.

L'activité économique étrangère procède à la mesure des produits de la production nationale et mondiale.

Réalise les avantages de la division internationale du travail

Sujets et objets des relations économiques internationales.

Objets et sujets des relations économiques internationales

Les objets et les entités de l'AIE ne sont pas différents de ceux qui existent au sein des exploitations agricoles nationales. Les objets de l'AIE sont tout ce que l'activité économique des entités de la communauté mondiale vise. Ils sont l'objet de leurs relations économiques.

L'AIE a pour objet, en premier lieu, les biens et services qui sont échangés sur le marché international. Il convient de noter, dans les conditions actuelles du marché international, que dans l'ensemble des objets, une partie importante de ceux-ci est due à des facteurs

La coopération multilatérale entre les pays et les organisations dans le domaine de l'environnement devrait être mise en évidence comme un objet spécial.

L'objet spécifique de l'AIE est la main-d'œuvre.

En plus de ceux qui sont énumérés, il convient de faire référence aux objets de l'AIE :

- liens scientifiques et technologiques ;
- opérations financières ;
- location de machines et d'équipements ;
- organisation et participation à des expositions, foires, ventes aux enchères, etc.

Les sujets de l'AIE sont des participants aux phénomènes et processus économiques internationaux qui sont capables d'agir de manière indépendante et active afin de réaliser leurs intérêts économiques.

Il existe de nombreuses façons de classer les sujets de l'AIE. Par exemple, il est possible de les diviser par le critère des niveaux. Les sujets de micro-niveau sont les entreprises privées, les firmes, les exploitations agricoles, les particuliers. Au méta-niveau, il existe des régions, des branches de l'économie qui sont engagées dans une activité économique étrangère. Au niveau macro, il existe des

liens caractéristiques entre les États, entre les groupes d'États, entre les États et les organisations internationales.

Les personnes morales sont des entreprises et des organisations qui réalisent l'AIE et correspondent aux signes, établis par la législation du pays respectif :

Continuité d'existence, quels que soient les éléments individuels, des personnes qui en font partie et qui peuvent changer ;

- l'existence d'un patrimoine propre distinct de ses membres ;
- le droit d'acheter, de posséder, d'utiliser et de disposer de biens ;
- le droit d'être demandeur en justice et en arbitrage en leur nom propre ;
- responsabilité indépendante en matière de propriété.

Les sujets sont également déterminés par les critères d'attribution et de responsabilité. Le droit privé est attribué aux personnes morales :

- Sociétés à responsabilité illimitée ;
- sociétés à responsabilité limitée ;
- sociétés par actions ;
- sociétés à responsabilité limitée ;
- sociétés à responsabilité limitée ;
- entreprises privées uniques.

Les sujets de l'AIE sont diverses associations de personnes physiques, de personnes morales, d'individus et d'entités juridiques.

En outre, les sujets sont divisés en personnes physiques et morales.

Les personnes physiques sont les citoyens d'un État distinct, les citoyens étrangers, les apatrides qui exécutent l'AIE.

4 Le commerce international des marchandises à l'heure de la mondialisation

Le commerce international occupe une place particulière dans le système complexe des relations économiques mondiales. Bien que dans les conditions modernes, la principale forme de relations économiques internationales ne soit pas l'exportation de marchandises, mais l'investissement étranger, le commerce international, dans sa portée et ses fonctions dans le complexe global des relations économiques, reste extrêmement important. Il servira de médiateur pour presque tous les types de coopération internationale, y compris les activités de production conjointe des acteurs multinationaux, le transfert international de technologie.

Historiquement et logiquement, l'internationalisation de la vie économique a commencé avec la sphère de la circulation des marchandises. Du commerce d'échange occasionnel (sans l'aide de l'argent), le développement s'est fait sur les marchés locaux. Les grandes découvertes géographiques ont stimulé le commerce extérieur - c'est devenu l'une des conditions préalables les plus importantes à la formation du capitalisme en Angleterre et sur le continent européen. Aux XVI-XVII siècles, à l'époque de la soi-disant accumulation primaire de capital, les centres locaux de commerce international ont été réunis en un seul marché capitaliste.

Ainsi, la formation du marché mondial en tant que système résultant d'un processus puissant et continu d'internationalisation de la production et des échanges est liée à la révolution industrielle, au développement de la reproduction élargie sur une base industrielle. L'approfondissement de la division internationale du travail dans les conditions de la civilisation technogène moderne conduit à un développement encore plus rapide du chiffre d'affaires du commerce mondial.

Les canaux du commerce extérieur passent annuellement 1/5 de toute la production mondiale, et cette part ne cesse de croître, surtout dans les conditions de l'intégration internationale.

Le commerce international est une sphère de relations internationales marchandises-argent, une forme spécifique d'échange de produits du travail (biens et services) entre vendeurs et acheteurs de différents pays. Le commerce international est la totalité du commerce extérieur de tous les pays du monde.

Les formes de relations économiques internationales : caractéristiques et particularités au stade actuel de développement de l'économie mondiale Les États et leurs institutions respectives, y compris les entreprises publiques, participent activement aux relations économiques internationales. Les options de participation des États à l'AIE sont les suivantes :

Opérations directes des ministères et départements centraux ;

la participation des autorités régionales et municipales, y compris les ventes et les achats externes ciblés ;

l'octroi de pouvoirs à des entreprises individuelles pour effectuer des transactions sur le marché extérieur ;

assurer les opérations d'import-export.

En tant qu'entité de l'AIE, l'État a une double fonction :

Par l'intermédiaire d'organismes autorisés, elle peut participer directement aux transactions internationales ;

-grâce à son cadre législatif et réglementaire, le développement des infrastructures, l'État peut faciliter (ou interférer avec) les activités internationales d'autres entités.

Chaque État possède des institutions qui influent directement ou indirectement sur l'AIE. Parmi ces institutions ;

Les États et leurs institutions respectives, y compris les entreprises publiques, participent activement aux relations économiques internationales. Les options de participation des États à l'AIE sont les suivantes :

Opérations directes des ministères et départements centraux ;

la participation des autorités régionales et municipales, y compris les ventes et les achats externes ciblés ;

l'octroi de pouvoirs à des entreprises individuelles pour effectuer des transactions sur le marché extérieur ;

assurer les opérations d'import-export.

En tant qu'entité de l'AIE, l'État a une double fonction :

Par l'intermédiaire d'organismes autorisés, elle peut participer directement aux transactions internationales ;

- grâce à son cadre législatif et réglementaire, le développement des infrastructures, l'État peut faciliter (ou interférer avec) les activités internationales d'autres entités.

Chaque État possède des institutions qui influent directement ou indirectement sur l'AIE. Parmi ces institutions ;

Système de régulation des relations économiques internationales : essence et niveau

L'augmentation du nombre de participants, l'émergence de nouvelles formes et méthodes de relations économiques internationales, leur complication et leur dynamisme ont objectivement déterminé la formation d'un système de leur régulation, qui est un ensemble de principes, normes, règles et procédures interdépendants visant à influencer le développement des relations économiques

internationales par le biais d'instruments politiques, économiques, financiers, juridiques et administratifs.

La base objective des relations économiques internationales est la division internationale du travail, c'est-à-dire la spécialisation des pays dans la production de certains biens pour répondre aux besoins du marché mondial et à la réalisation des intérêts nationaux, économiques, sociaux et politiques. Au cours des dernières décennies, la spécialisation internationale a connu des changements importants : son agressivité envers des avantages purement naturels a été remplacée par le degré de développement technique et technologique du pays, le niveau de qualification de sa main-d'œuvre, les méthodes de gestion modernes, la stabilité du système monétaire, etc. Cela a conduit à un développement intensif de la spécialisation thématique, détaillée et technologique, relativement à la spécialisation générale et sectorielle. En conséquence, de plus en plus de pays ont été attirés par les relations économiques internationales et les économies nationales des différents pays sont devenues de plus en plus dépendantes des résultats de leur participation. Ces processus, à leur tour, ont conduit à la formation d'un système de régulation des relations économiques internationales à plusieurs niveaux.

Participation de l'Ukraine aux processus d'intégration internationale

L'intégration efficace et organisationnelle dans les relations économiques du monde moderne exige certaines conditions préalables politiques, juridiques, économiques, socioculturelles et infrastructurelles.

Conditions politiques et juridiques préalables à l'intégration :

- définition politique de l'Ukraine ;
- garantir l'intégrité territoriale et créer un système de sécurité nationale adéquat ;

- le respect inconditionnel des obligations internationales, en particulier dans le domaine des droits de l'homme ; la mise en œuvre d'une forme acceptable de citoyenneté ;

- revoir la pratique actuelle des relations politiques avec les États de l'ancienne URSS ;

- l'élaboration d'une législation pertinente et de mécanismes et d'outils efficaces pour sa mise en œuvre ;

* participation directe aux processus politiques régionaux et mondiaux.

Les conditions économiques préalables à l'intégration sont formées par de tels facteurs :

Émergence et évolution du marché mondial.

Le développement de l'IRM a permis l'émergence d'un marché mondial.

Dans la littérature économique, le marché mondial est considéré sous trois aspects.

1. En termes de structure macroéconomique, le marché mondial est un ensemble de marchés nationaux et de marchés de groupes d'intégration économique de pays.

2. Du point de vue des sujets de l'économie mondiale, le marché mondial est un système de sujets de l'économie mondiale, formant la demande et l'offre globales.

3. Du point de vue politique et économique, le marché mondial est un ensemble d'actes d'achat et de vente de biens et de services entre sujets de l'économie mondiale.

Au cours de son développement, le marché mondial a franchi un certain nombre d'étapes, chacune étant caractérisée par un certain niveau d'implication des économies nationales dans les relations économiques internationales.

Pendant le système d'esclavage, la production et la circulation des marchandises dans les différents pays étaient peu développées. Conformément à cela, seule une petite partie de la production a été envoyée sur le marché étranger. Néanmoins, le marché mondial est apparu sous le mode de production esclavagiste. À l'époque, il s'agissait principalement d'un projet à l'échelle intracontinentale. Les Phéniciens, l'Égypte ancienne, la Grèce, Rome ont fait du commerce entre eux et avec de nombreuses villes de la Méditerranée et de la mer Noire. Mais l'esclavage, par sa nature même, n'était pas une production de marchandises et ne pouvait donc servir que partiellement de base au commerce extérieur.

Pendant la période du féodalisme, le faible développement de la division sociale du travail au sein des différents pays a empêché l'établissement de liens commerciaux réguliers entre eux. Le commerce extérieur n'avait pas encore connu de développement significatif et ne répondait pas aux besoins de la société féodale dans son ensemble.

Néanmoins, c'est à l'époque du féodalisme que le marché mondial intracontinental s'est transformé en marché intercontinental. Par exemple, la Chine a fait du commerce non seulement avec l'Inde, mais aussi avec l'Arabie et l'Afrique du Sud. Venise et Gênes commerçaient avec les deux pays féodaux d'Europe, d'Égypte et du Moyen-Orient. Et la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb et le tour du monde de Magellan ont rassemblé tous les marchés régionaux en une seule chaîne.

La grande industrie capitaliste a eu une influence décisive sur la formation de marchés nationaux unifiés, puis sur le développement du marché mondial

intercontinental. La révolution industrielle qui a eu lieu en Angleterre dans le dernier tiers du XVIIIe siècle, puis au XIXe siècle et dans d'autres pays d'Europe et d'Amérique, a donné naissance à un marché capitaliste mondial.

Le rôle de la grande industrie dans la formation du marché mondial est dû à un certain nombre de circonstances.

Tout d'abord, les entrepreneurs ont essayé de trouver des conditions optimales pour vendre leurs produits en dehors de leur pays, et les gouvernements de ces pays leur ont fourni des marchés très rentables pour leurs produits. Ainsi, les liens économiques entre certains pays et d'autres se développaient.

Le marché mondial moderne : principales caractéristiques, structure, lois du mouvement, conjoncture.

la circulation internationale des marchandises, l'équilibre sur le marché mondial

La théorie mercantile du commerce international.

Le commerce international est l'échange de biens, de services et capitaux entre pays. Ce type de commerce existe depuis des siècles (cf. [route de la soie](#)), mais il connaît un nouvel essor du fait de la [mondialisation économique](#).

La [théorie du commerce international](#) est la branche de l'économie qui étudie et modélise le commerce international.

Par ailleurs, il existe un « droit des opérations de commerce international », formalisé notamment par les [incoterms](#) de la Chambre de commerce internationale.

Évolution du commerce international[[modifier](#)

Le développement des moyens de transport de personnes et de marchandises a conduit le commerce mondial à croître plus vite que le [produit intérieur brut](#) (PIB) dès le [XIX^e siècle](#). Le volume des exportations rapporté au [produit intérieur brut](#)

réel a atteint un sommet en 1913, avant de redescendre entre les deux guerres mondiales¹. Depuis 1950, le commerce mondial a recommencé à croître plus vite que le PIB : entre 1950 et 2010, le volume des exportations mondiales a été multiplié par 33 quand le PIB réel mondial augmentait d'un facteur 8,6². La **crise bancaire et financière de l'automne 2008** a conduit à une forte baisse des exportations en 2009, de plus de 12 % en volume, mais celle-ci a été annulée par un rebond d'ampleur équivalente l'année suivante.

Cette configuration a été profondément modifiée par un changement structurel : une étude conjointe du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale révèle que les changements structurels de l'économie chinoise expliquent en grande partie le ralentissement du commerce international : le commerce a progressé de guère plus de 3 % en 2012 et 2013 contre une moyenne constatée de 7,1 % entre 1987 et 2007, avant la crise ; pour la première fois en plus de quarante ans, le commerce a progressé plus lentement que l'économie mondiale elle-même. L'étude montre que la modification de la relation entre le commerce et l'évolution du PIB mondial est due essentiellement au changement des chaînes d'approvisionnement commerciales des deux principales économies du monde, les États-Unis et la Chine : dans les années 1990 et 2000, la Chine importait massivement des composants, principalement des États-Unis, pour les assembler et les réexporter. La part importée des exportations chinoises est montée jusqu'à 60 % au milieu des années 1990, mais elle s'est effondrée à 35 % en 2013, les entreprises chinoises utilisant maintenant des composants fabriqués sur place. La croissance des échanges commerciaux internationaux devrait donc ralentir, à moins que d'autres régions, telles que le reste de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, ne prennent le relais³.

La croissance rapide des échanges commerciaux est appelée **mondialisation économique**.

Les accords commerciaux régionaux sont de différents types, reflétant chacun des degrés d'intégration économiques distincts. [Béla Balassa](#), dans *The theory of economic integration*, a proposé en 1961 une typologie en six grandes catégories :

- La « zone d'échange préférentielle » qui lève les obstacles au commerce interrégional pour certains produits ;
- La « zone de libre-échange » qui est marquée par une suppression des obstacles tarifaires, comme l'[ALENA](#) depuis 1994 ;
- L'« union douanière » qui combine une libre circulation des marchandises et l'adoption d'un tarif extérieur commun, c'est-à-dire des taxes douanières identiques à chaque pays membre vis-à-vis des pays tiers ;
- Le « marché commun » correspond à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes ;
- L'« union économique et monétaire » ajoute l'instauration d'une monnaie unique ;
- L'« union politique » correspond à l'étape ultime et intègre une politique étrangère et de défense commune, dans un cadre qui peut rester fédéral : l'[Allemagne](#) du XIX^e siècle a atteint ce stade en 1870, soit 46 ans après la création d'une union douanière entre différents États allemands, le [Zollverein](#).

Impacts[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Depuis les années 1990 le commerce intrarégional a progressé au sein de l'[ALENA](#), passant de 42 à 54 % des exportations totales des pays membres, au sein du [Mercosur](#) ce chiffre est passé de 9 à 20 % sur la même période, tandis qu'en Europe la part des échanges intracommunautaires n'a guère progressé en dépit d'une intégration croissante, restant toutefois au niveau élevé de 74 % en 2006⁶.

Des impacts difficiles à cerner[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Avant l'entrée en vigueur de l'[ALENA](#) en 1994, [Paul Krugman](#) (*La mondialisation n'est pas coupable*) s'interrogeait sur les conséquences de cet accord alors que certains hommes politiques américains prévoyaient la disparition de centaines de

milliers d'emplois. Selon lui, la portée de tels accords est limitée. En effet les droits de douanes internationaux sont aujourd'hui de l'ordre de 3 ou 4 %, ce qui signifie un faible impact de leur disparition. Dans le cas précis de l'[ALENA](#), l'intégration du [Mexique](#) dans une zone de [libre-échange](#) avec les [États-Unis](#) et le [Canada](#) aura surtout comme effet de redonner confiance aux investisseurs financiers en ce pays en proie à des difficultés économiques : une conséquence des comportements irrationnels des acteurs financiers n'ayant que peu à voir avec le commerce international.

En 1950, [Jacob Viner](#) (*The Custom Union Issue*) a tenté de prévoir les conséquences de la constitution d'[unions économiques](#) régionales. Elles ont selon lui un double impact sur le commerce international :

- Elles sont d'abord destructrices de certains flux commerciaux, vu que les partenaires d'une même union économique tendent à réduire leurs importations en provenance des pays tiers. Ce fut par exemple le cas de la [Grande-Bretagne](#) vis-à-vis du [Commonwealth](#) à la suite de son entrée dans l'[Union européenne](#). La préférence communautaire (une des clauses de la PAC par exemple) supplantant dès lors la « préférence impériale ». Plus récemment l'entrée des pays d'Europe de l'Est dans l'[Union européenne](#) risque de nuire aux importations textiles en provenance du [Maghreb](#).
- Elles sont d'un autre côté créatrices de flux. Elles permettent une collaboration, et donc une spécialisation accrue des différents pays membres qui accroît le commerce international. Elles permettent une meilleure entente et une connaissance accrue des partenaires commerciaux qui apporte confiance et facilité dans les échanges (il est par exemple plus aisé d'organiser un échange avec les Allemands qu'avec les Chinois). Enfin le développement de certains secteurs protégés peut finalement se révéler profitable pour certaines économies étrangères. La politique agricole commune, bien qu'ayant freiné les importations agricoles américaines, a toutefois accru les commandes à ces derniers de matériel agricole.

Finalement il est difficile de conclure quant au côté profitable ou non de la constitution d'espaces économiques régionaux pour la croissance des volumes d'échanges internationaux.

Dangers vis-à-vis du multilatéralisme [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Il est enfin à noter que la constitution d'espaces économiques régionaux réduit le nombre de négociateurs lors des réunions de l'OMC (l'[Union européenne](#) est par exemple représentée en tant que membre de l'organisation), ce qui peut faciliter les accords. En permettant le développement des économies dans un cadre protégé, le régionalisme peut être une étape préalable au multilatéralisme, permettant à certains pays de prendre de l'assurance. C'est ainsi que [Mike Moore](#), ancien président de l'OMC, déclarait que le régionalisme pouvait servir à compléter et à promouvoir le multilatéralisme, mais qu'il ne devait en aucun cas le remplacer. Mais le risque est grand selon lui de voir les économies se refermer sur des zones restreintes de commerce privilégié, encourageant en retour les autres économies à faire de même, spirale négative qui pourrait mener à une contraction des échanges mondiaux et du PIB mondial.

L'autre danger est une focalisation des ensembles économiques régionaux sur leur compétitivité face aux autres grandes économies. Le vocable de « [guerre économique](#) » ou la recherche systématique de la « compétitivité » sont les symptômes d'un retour des dogmes [mercantilistes](#), de ce que [Paul Krugman](#) appelle la « théorie pop du commerce international ». Cette mentalité qui associe le commerce international à une compétition où il y aurait des gagnants et des perdants se manifeste régulièrement dans les discours politiques liés à la constitution de zone de coopération économique : « il faut faire l'Europe pour faire le poids ! » disent certains. Sur le long terme, la diffusion de ce genre d'idées pourrait nuire au libre-échange et donc au commerce international.

Différents types de commerce international [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le commerce international comprend toutes les opérations sur le marché mondial. Il est l'organe regroupant les divers pays du monde engagés dans la production des biens destinés aux marchés étrangers.

Le commerce mondial comprend :

- le commerce de concentration : qui consiste à assembler les petites productions locales ou régionales dans des comptoirs créés à cette fin, en quantités convenables pour être manipulés sur le marché mondial ;
- Le commerce de distribution : consiste à se procurer les marchandises en très grandes quantités sur le marché mondial et à les emmagasiner pour les distribuer aux consommateurs sur le plan mondial.

Le commerce extérieur s'effectue entre les habitants de deux ou plusieurs pays. Il comprend les importations, achats à l'étranger et les exportations, ventes à l'étranger des biens produits à l'intérieur d'un pays.

Le commerce de transit n'est rien d'autre que la faculté accordé à un produit originaire du pays X et destiné à la consommation dans le pays Y, de traverser le pays Z sans acquitter les droits de douane.

On distingue le commerce général qui est l'ensemble de commerce d'importation, d'exportation et de transit, du commerce spécial qui ne comprend que le commerce d'importation et le commerce d'exportation. Il ne comprend pas non plus le commerce en relation avec des zones franches et des entrepôts douaniers.

De nouvelles formes de commerce international se développent, comme le [commerce de compensation](#)⁷ donnant lieu à des contrats non standards dans le cadre de grands marchés publics (définition légale dans l'article XVI de l'Annexe 4b⁸ de l'[accord de Marrakech](#) en 1994) :

- compensations commerciales :
 - [troc](#) : échange de marchandises sans transfert financier ni mention de la valeur de la transaction ;

- contre-achat : l'exportateur achète ou fait racheter des produits de l'importateur ;
- compensation au sens strict : échange de marchandises avec transfert financier et mention de la valeur de la transaction.
- compensations industrielles :
 - achat en retour (buy-back) : achat par l'exportateur de produits fabriqués par l'importateur et directement liés techniquement aux biens exportés ;
 - accords d'offset : l'exportateur associe l'importateur à la fabrication du produit vendu (coproduction, sous-traitance ou transfert de technologie) ;
- compensations financières :
 - clearing : deux États, par accord bilatéral, s'achètent leurs produits avec transaction à terme, alors que leur Banque centrale paye les fournisseurs nationaux ;
 - switch : si la balance clearing est déséquilibrée, la créance est transférée à un pays tiers contre un paiement en devises (switch financier) ou en marchandises (switch commercial) ;
 - partenariat public-privé ;
 - swap dont les debt-for-nature swap (en).

Études économiques [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Pour favoriser les exportations, de nombreux organismes gouvernementaux publient sur internet des études de marché par secteur et par pays étranger. Ces études sont plus ou moins accessibles et souvent gratuites (des profils peuvent être demandés).

Liste d'organismes gouvernementaux par pays :

- États-Unis :

- L'[United States Commercial Service](#) (en) (USCS), dépendant du [département du Commerce des États-Unis](#), a rédigé quelques milliers de ces études ;
- Le [département de l'Agriculture des États-Unis](#) publie des études sur les secteurs agricole et agroalimentaire.
- Canada :
 - [Exportation et développement Canada](#) (EDC) ;
 - [Agriculture et Agroalimentaire Canada](#) publie des études internationales en français sur son secteur.
- France :
 - [Ubifrance](#) est l'organisme coordinateur de l'action gouvernemental pour l'exportation. Il publie des études payantes sur son [site \[archive\]](#) ;
 - L'[Agence française pour les investissements internationaux](#) (AFII) publie des études sur la France pour les entreprises étrangères désirant investir en France.
 - Les deux opérateurs ont fusionné le 1^{er} janvier 2015 pour devenir [Business France](#).
- Royaume-Uni : l'[UK Trade & Investment](#) est chargé à la fois de la promotion des exportations et de l'implantation au Royaume-Uni ;
- Hong Kong : [Hong Kong Trade Development Council](#) (HKTDC) ;
- Japon : [JETRO](#) ;
- Australie : [Austrade](#) (en).

Sites internet diffusant les études de plusieurs organismes : [Globaltrade.net](#), issu d'un *Private Public Partnership* entre l'USCS et la [Fédération des associations du commerce international](#) (FITA)⁹, publie librement sur son site des études de l'USCS, l'USDA, Agriculture et Agroalimentaire Canada, UK Trade & Investment, HKTDC¹⁰ et d'organismes non gouvernementaux. Elles sont classées suivant deux critères de tri : par pays étudié et par industrie ou sujet.

1. ↑ [Organisation mondiale du commerce](#), « Tendances du commerce international » [\[archive\]](#), 2013
2. ↑ Source : [Organisation mondiale du commerce \[1\]](#) [\[archive\]](#)
3. ↑ [La mutation de la Chine en cause dans le ralentissement du commerce mondial](#) [\[archive\]](#), *Les Échos*, 21 novembre 2014.
4. ↑ [Centre du commerce international](#), « Trade Map » [\[archive\]](#) (consulté le 2 octobre 2016).
5. ↑ « Le yuan chinois entre dans la cour des grandes monnaies mondiales » [\[archive\]](#), sur *Le Journal de Montréal*, 30 septembre 2016 (consulté le 2 octobre 2016).
6. ↑ OMC, Statistiques du commerce international 2007
7. ↑ [Marchés spéciaux](#) [\[archive\]](#)
8. ↑ [article XVI](#) [\[archive\]](#)
9. ↑ (en)[Export.Gov : partenariats stratégiques pour l'export](#) [\[archive\]](#)
- 10.↑ [Globaltrade.net](#) [\[archive\]](#)

Voir aussi

Articles connexes

- [Chambre de commerce et d'industrie française à l'international](#)
- [Autarcie](#)
- [Douane](#)
- [Libre-échange](#)
- [Intégration économique](#)
- [Mercantilisme](#)
- [Protectionnisme](#)
- [Adam Smith](#)
- [Organisation mondiale du commerce](#)
- [Système harmonisé](#)

Liens externes

(en) [Base statistique](#)

- Le commerce et les échanges extérieurs de la France sur le site de la Direction générale du Trésor [\[archive\]](#)
- Le commerce extérieur de la France sur le site de la direction générale des Douanes

- (en) Commerce International - Base Statistique (2014)
- Trade Map [\[archive\]](#), base de données du Centre du commerce international

LITTÉRATURE RECOMMANDÉE

Littérature de base

	Belorus, O.G. Global strategies of the European Union : a monograph / O.G. Bilous, Yu. M. Matseiko, I.I. Wind ; for sciences. Edité par O.G. Belorus. - K. KNEU, 2009. - 528 c.
	Vishnyakov, V.M. Stratégies du développement des processus d'intégration économique internationale en Ukraine : monographie / V.G. Vishnyakov. - Simferopol : Phoenix, 2009. - 160 c.
	Gorbach L.M. Relations économiques internationales : Manuel / L. Gorbach, O. Plotnikov. - Kiev : Condor, 2005. - 266 c.
	Gruschinska, N.M. Les bases théoriques de l'intégration économique européenne de l'Ukraine : une monographie (en russe) / N.M. Gruschinska-K. Korbush, 2008. - 231 c.
	Kireev A.P. International Economics : Teaching aid for higher education institutions : In the 2nd part - 1st part - Moscou : International Relations, 2001. - 416 c.
	AP Kireev International Economics : Teaching aid for higher education institutions : In 2 - p. - Part ²² . - Moscou : Relations internationales, 2001. - 488 c.
	V.V. Kozik, L.A. Pankova, N.B. Danilenko International Economic Relations : Nowch. (EN RUSSE) / V.V. Kozik, L.A. Pankova, N.B. Danilenko. - Kiev : Znanie, 2008. - 406c.
	International Economics : educational-methodical manual for independent study of disciplines (en russe) / A.M. Poruchnik, J.M. Stolyarchuk, O.D. Pavlovska et al. - Kiev : KNEU, 2005. - 156 c.
	Miklashevskaya M.A. Économie internationale. / M.A. Miklashevskaya, A.V. Kholopov. - Moscou : Université d'État de Moscou Lomonosov, "Business and Service", 2000 - 304 p

0	Novitsky V. E. Activité économique internationale de l'Ukraine : Ubbnik / V.E. Novitskiy. - Kiev : KNEU, 2003 - 948 p.
1	Rokocha V.V. International Economics : Navch. Posib. : In 2 kn. - Kiev : Taxon 2000. - Livre 1 : Le commerce international : théorie et politique. - 320 p. ; Livre 2 : Théorie monétaire de l'économie internationale. - 2003. - 302 c.
2	Rudenko, L.V. Sociétés transnationales : manuel pédagogique et méthodique pour l'étude indépendante des disciplines / L.V. Rudenko. - Kiev : KNEU, 2004. - 227c.
3	Rumyantsev A.P., Kovalenko Y.O. Commerce international des services : Introduction. / A.P. Rumyantsev, Yu.O. Kovalenko. - Kiev : Center Navch fly-ri, 2003. - 112c.
4	Soloninko K.S. International Economics : Introduction. / K.S. Soloninko. - Kiev : Condor, 2008 - 382 p.
5	Shibaeva, N.V. International economics : Textbook / N.V. Shibaeva, Ya.A. Maximenko. - Kharkov : NTU "KPI", 2007. - 176 c.

Soutenir la littérature

7	Arkhireev S.I. Competitive enterprises : international aspect / S.I. Arkhireev, T.A. Dyachenko // Notes scientifiques de l'université économique-juridique de Kharkov. - 2005. - № 2 (3). - C. 117 - 122.
8	Arkhireev S. I. Le rôle de l'analyse approfondie de la composante commerce pour évaluer l'efficacité du commerce international dans les conditions de la mise en œuvre de l'accord d'association de l'Ukraine et de l'UE / S. ² . Arkhireev S.I. // Bulletin de l'Université technique nationale "CPI". - Kharkiv : NTU "CPI", 2015. - № 60 (1169). - C. 168 - 171.
9	Vishnevskaya N. Libéralisation économique et marché du travail à l'étranger (en russe) / N. Vishnevskaya // Économie mondiale et relations internationales. - 2004. - № 3. - C. 81-88.
0	Dyachenko, T.A. Compétitivité de l'économie en Ukraine dans le contexte des tendances modernes du développement de l'économie mondiale (en russe) / T.A. Dyachenko, V.A. Gyrova // Vestnik de l'Université technique nationale "KPI". Le progrès technique et l'efficacité de la production. - Kharkov : NTU "KPI", 2009. - – № 36-1. - – C. 146 – 153.
1	Dyachenko, T.A. Caractéristiques du développement des entreprises de stratégie dans les conditions de la mondialisation (en russe) // Vestnik Université technique nationale "KPI". Le progrès technique et

	l'efficacité de la production. - Kharkov : NTU "KPI", 2006. - – № 02 (1). - – C. 71 – 74.
2	Gubenko V.I. La politique économique extérieure de l'Ukraine pour sortir de la crise et assurer une croissance stable / V.I. Gubenko // Économie et gestion du complexe agro-industriel. Zb. Sci. de la BNAU. - 2010. - Vip. 2/71 - C.16-23.
3	Maximenko I. A. Mondialisation du processus Kakobscheme et une place en Ukraine (en russe) / Ya. A. Maximenko, N.O. Sorokina // Bulletin de l'Université technique nationale "KPI". - Kharkiv : NTU "KhPI", 2012.- № 25 (931). - C. 98 - 106.
4	Maximenko I. A. Quelques aspects de l'intégration de l'Ukraine dans le système économique mondial (en russe) / Ya. A. Maksimenko // Bulletin de l'Université technique nationale "KPI". - Kharkiv : NTU "KhPI", 2015.- № 25 (1134). - C. 111 - 116.
5	Maximenko I. A. Relations commerciales extérieures de l'Ukraine / Ya. A. Maksimenko // Bulletin de l'Université technique nationale "KPI". - Kharkiv : NTU "KhPI", 2015. - № 60 (1169). - C. 145 - 148.
6	Maximenko I. A. Migration extérieure en Ukraine : aide au développement ou obstacle ? / Ya. A. Maksimenko, A. O. Talalaeva // Vestnik de l'Université nationale de Khmelnytsky. - 2012. - T. 2, № 5. - C. 240 - 244.
7	Maximenko I. A. Processus de migration en Ukraine : problèmes et perspectives / Ya. A. Maksimenko, I.I. Hailo // Visnik de l'Université technique nationale "KPI". - Kharkiv : NTU "KPI", 2014. - – № 23 (1066). - – C. 40 – 47.
8	Maksimenko, Ya.A. Économie mondiale et relations économiques internationales : plans du séminaire leçons du cours (en russe) / Ya.A. Maksimenko. - Kharkiv : NTU "KhPI", 2001.- 40 p.
9	Maximenko I. A. TNK et perspectives de développement en Ukraine / Ya. A. Maximenko // Vestnik Université technique nationale "KPI". Le progrès technique et l'efficacité de la production. - Kharkov : NTU "KPI", 2006. - – № 2 (1). - – C. 129 – 133.
0	Maximenko I. A. L'Ukraine dans le système des relations économiques internationales / Ya. A. Maksimenko, I.V. GavriloVA // Bulletin de l'Université technique nationale "KPI". - Kharkiv : NTU "KhPI", 2014. - № 23 (1066).- C. 33 - 39.

1	Maslovska, L. A la question de l'évaluation des conditions préalables à l'intégration de l'Ukraine dans l'UE / L. Maslovska // L'économie ukrainienne. - 2008. - №6. - C. 72-79.
2	International Economics : Beginning method - Manuel pour les étudiants des spécialités économiques et managériales par correspondance / C. I.A.Maximenko, F.V.Abramov et al. ; édité par S.S. V.A. Maksimenko. I. Auditeurs, J. A. Maximenko. - Kharkiv : NTU "KhPI", 2012. - 92 c.
3	Ofmanis I. Le cycle des changements de l'euro - dollar / Ofmanis Yahn // Économie mondiale et relations internationales. - 2005. - № 9. - C. 102 - 107.
4	Ruda O. Les problèmes de l'intégration de l'Ukraine dans l'économie mondiale / Ruda O. // Bulletin économique Galitsky. - 2010. - №4(29). - c.68-72.
5	Razantsev S. V. Migration de travail dans la CEI : tendances et problèmes de réglementation (en russe) // Économie mondiale et relations internationales. - 2005. - № 11. - C. 65-69.
6	Talalaeva, A.A. Problème de l'investissement efficace en Ukraine dans le contexte de l'expérience mondiale / A.A. Talalaeva, T.A. Diachenko // Bulletin de l'Université technique nationale "KPI". Le progrès technique et l'efficacité de la production. - Kharkiv : NTU "KPI". - – 2011. - – № 8. - – C. 94-100.
7	Kholopov A. Régulation macroéconomique du taux de change // Économie mondiale et relations internationales. - – 2004. - – № 12. - – C.25-33.
8	Ecole I.M. Regionali principes et aspects économiques de l'intégration de l'Ukraine dans Європейський Union / Ecole I.M., O.M. Verstyak // Regionali Economist. - – 2009. - – №2. - – C. 222-228.
9	Ioukhimenko, V.Ioukhimenko, L'Ukraine dans les processus d'intégration mondiale / Vestnik Kiev. - 2010. - №3. - C. 16-25.

RESSOURCES EN LIGNE

- 1) La Verkhovna Rada d'Ukraine. - Mode d'accès : www.rada/kiiev.ua.
- 2) Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (BOLV). - Mode d'accès : www.wipo.org.
- 3) Service national des statistiques de l'Ukraine. - Mode d'accès : www.ukrstat.gov.ua.
- 4) UE [Ressource électronique]. - Mode d'accès : www.europa.eu.int.
- 5) Commerce extérieur de l'Ukraine. - Mode d'accès : www.ukrstat.gov.ua.
- 6) Institut d'économie internationale [ressource électronique]. - Mode d'accès : www.iie.com.
- 7) Le Cabinet des ministres de l'Ukraine [ressource électronique]. - Mode d'accès : www.kmu.gov.ua.
- 8) Fonds monétaire international (FMI) - Mode d'accès : www.imf.org.
- 9) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - Régime d'accès : www.oecd.org.
- 10) Nations unies (ONU) - Régime d'accès : www.un.org.
- 11) Sur l'activité économique extérieure : la loi ukrainienne [ressource électronique]. - Régime d'accès : www.zakon.rada.gov.ua.